



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conflit avec l'Iran

Question au Gouvernement n° 829

Texte de la question

CONFLIT AVEC L'IRAN

Mme la présidente . La parole est à M. Stéphane Peu.

M. Stéphane Peu . Ces derniers jours, deux gouvernements sont entrés dans une guerre « préventive », bombardant des sites nucléaires iraniens et violant la charte des Nations unies au nom d'un narratif mensonger. Rien d'étonnant de la part d'un président américain qui méprise l'ONU et d'un premier ministre israélien poursuivi pour crimes de guerre.

Dans un contexte de gangstérisation des relations internationales, il est urgent de restaurer la primauté du droit. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la France a un rôle crucial à jouer et elle ne peut s'en remettre à une Union européenne discréditée par son « deux poids, deux mesures ».

En 2003, notre pays, quand bien même il n'avait alors aucune sympathie pour Saddam Hussein, a su s'opposer à la guerre en Irak et dénoncer la manipulation américaine qui nous a plongés dans le chaos. Aujourd'hui, nous exécrons le régime théocratique des mollahs, capable du pire, et nous soutenons les femmes et les progressistes iraniens qui le combattent. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR, LFI-NUPES et EcoS. – Mme Fatiha Keloua Hachi applaudit également.*) Cela étant, comme le disait Jacques Chirac en 2003, on n'exporte pas la démocratie dans un camion blindé.

M. Pierre Cordier . Les communistes qui citent Chirac, on aura tout vu !

M. Stéphane Peu . L'Irak, la Libye et l'Afghanistan sont là pour nous le rappeler.

Contre la loi du plus fort, la France doit condamner sans ambiguïté cette agression illégale et exiger le respect du droit international. Face aux risques vertigineux d'internationalisation du conflit, la France doit exiger, d'une part, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour consolider le cessez-le-feu et préparer le jour d'après, d'autre part, des négociations multilatérales pour obtenir, sous l'égide de l'AIEA, le respect par l'Iran de ses obligations nucléaires.

Monsieur le premier ministre, la diplomatie est la seule voie juste pour les peuples israélien, iranien et palestinien, ainsi que pour la sécurité internationale. La France va-t-elle s'exprimer avec plus de force et plus de liberté ? (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes GDR, LFI-NUPES, SOC et EcoS.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

M. François Bayrou, *premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique* . J'ai une pensée

pour les otages Cécile Kohler et Jacques Paris (*Applaudissements sur de nombreux bancs. – Mmes Éléonore Caroit, Stella Dupont et Brigitte Klinkert ainsi que M. Inaki Echaniz se lèvent pour applaudir*),...

M. Jean-Paul Lecoq . Otages bombardés !

M. François Bayrou, *premier ministre*pour qui nous avons mobilisé absolument tous les moyens diplomatiques à notre disposition. Leur situation doit être rappelée à chaque fois qu'il est question de l'Iran.

Il faut aussi rappeler le caractère inhumain du régime des mollahs, notamment de sa politique à l'égard des femmes. Parce qu'elles ne respectent pas les obligations vestimentaires qu'on leur impose, elles sont écrasées et on leur interdit des activités. Plusieurs centaines d'entre elles ont été mises à mort par pendaison ! Tout cela nous est insupportable et révolte nos consciences.

Vous avez eu raison de rappeler que la France défend le droit international et ses principes. Vous demandez qu'elle le fasse avec plus de force, mais je ne vois pas de chef d'État qui le dise avec autant de force et de cette liberté à laquelle vous appelez, que le président de la République. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Dem. – Mme Nicole Dubré-Chirat applaudit également.*)

M. Pierre Cordier . Ça ne sert à rien, personne ne l'écoute !

M. François Bayrou, *premier ministre* . Il a manifesté son indépendance de jugement et rappelé de façon éloquente notre attachement aux principes du droit international. C'est la position de la France.

Enfin, nous espérons que le respect du cessez-le-feu permettra d'entrer dans une ère nouvelle. Nous savons combien c'est difficile. Nous espérons aussi que là, comme ailleurs sur la planète, nous puissions un jour sortir de la loi de la force qui cherche à s'imposer à tous et retrouver la force de la loi. Cela ne se fera qu'en respectant le droit, notamment les droits de l'homme, et surtout ceux de la femme. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Peu](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (2^e circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 829

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 juin 2025